

## Décision relative à une demande d'autorisation de mise sur le marché d'une matière fertilisante

*Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.255-7 et R.255-17,*

*Vu la demande d'autorisation de mise sur le marché par reconnaissance mutuelle de la matière fertilisante (produit simple) **FERTILEADER AZUR***

*de la société* **TIMAC AGRO SAS**

*enregistrée sous le* **n°2018-3938**

*Vu la note de la direction chargée de l'évaluation des produits réglementés de l'Anses du 5 février 2019 relative à la vérification de l'absence d'effet nocif sur la santé humaine, la santé animale et sur l'environnement du produit,*

*Considérant que les éléments déposés par la société TIMAC AGRO SAS attestent que le produit FERTILEADER AZUR a été légalement mis sur le marché en République Tchèque en tant que matière fertilisante,*

La mise sur le marché de la matière fertilisante désignée ci-après **est autorisée** en France selon les modalités d'autorisation précisées dans la présente décision et son annexe.

La présente décision s'applique sans préjudice des autres dispositions applicables.

### Avertissement :

Le non-respect des conditions décrites ci-dessous peut entraîner le retrait ou la modification de l'autorisation ainsi que toute action incluant des poursuites judiciaires.

## Informations générales

<b>Nom du produit</b>	FERTILEADER AZUR
<b>Type de produit</b>	Produit de référence
<b>Catégorie du produit</b>	Produit simple
<b>Titulaire</b>	<p>TIMAC AGRO SAS  27, avenue Franklin Roosevelt  35400 SAINT MALO  FRANCE</p>
<b>Classe - Type</b>	Matière fertilisante – Solution pour application foliaire à base de chlorure de calcium, d'extraits d'algues et d'extraits végétaux
<b>Etat physique</b>	Solution
<b>Numéro d'intrant</b>	869-2018.01
<b>Numéro d'AMM</b>	1190081

La présente autorisation est valable 10 ans à compter de la date de signature de la présente décision.

Le titulaire peut demander le renouvellement conformément à l'article R. 255-15 du code rural et de la pêche maritime au plus tard neuf mois avant la date d'échéance de l'autorisation. Le dépôt d'une demande de renouvellement prolonge de plein droit l'autorisation de mise sur le marché pendant la période nécessaire à la vérification par l'Agence du respect des conditions de renouvellement.

La présente décision peut être retirée ou modifiée avant cette échéance si des éléments le justifient.

A Maisons-Alfort le,

15 MARS 2019

**Françoise WEBER**  
Directrice générale déléguée  
en charge du pôle produits réglementés  
Agence nationale de sécurité sanitaire de  
l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)

## ANNEXE I : Modalités d'autorisation de la matière fertilisante

<b>Classification du produit</b>	
La classification retenue est la suivante :	
Catégorie de danger	Mention de danger
Lésions oculaires graves et irritation oculaire - Catégorie 2	H319 : Provoque une sévère irritation des yeux
Pour les phrases P se référer à la réglementation en vigueur.	
<b>Le titulaire de l'autorisation est responsable de la mise à jour de la fiche de données de sécurité et de la classification du produit en tenant compte de ses éventuelles évolutions.</b>	

<b>Teneurs garanties retenues (sur produit brut)</b>	
Paramètres déclarables	Valeurs ou plages de valeurs garanties
Oxyde de calcium (CaO) soluble dans l'eau	15 %
pH	6,5
<b>Mentions obligatoires</b>	
Carbone organique	

### Liste des cultures autorisées

Cultures	Dose maximale d'apport (en L/ha)	Nombre d'apports par an	Volume de dilution (en L)	Application	Epoques d'apport / stades d'application
Cultures maraîchères sous serres	5	4 à 8	400 à 1000		Au stade grossissement des fruits ou des racines puis tous les 15 jours
Cultures fruitières*	10	4 à 8	400 à 1000	Pulvérisation foliaire	Au stade chute des pétales puis au stade grossissement des fruits puis tous les 15 jours

\* Traitement des pommiers en cas de déficit en calcium

### Conditions d'emploi du produit

#### Protection de l'opérateur et du travailleur

Des informations générales relatives aux bonnes pratiques de protection pourront être mises à disposition de l'utilisateur :

- l'utilisation d'un matériel adapté et entretenu et la mise en œuvre de protections collectives constituent la première mesure de prévention contre les risques professionnels, avant la mise en place de protections individuelles
- le port de combinaison de travail dédiée ou d'EPI doit être associé à des réflexes d'hygiène (ex : lavage des mains, douche en fin de traitement) et à un comportement rigoureux (ex : procédure d'habillage/déshabillage).
- les modalités de nettoyage et de stockage des combinaisons de travail et des EPI réutilisables doivent être conformes à leur notice d'utilisation.

Porter des gants et des vêtements de protection adaptés ainsi que des EPI appropriés en fonction du type et du classement de la préparation.

**Pour les conditions d'utilisation non mentionnées dans cette annexe, se référer aux conditions de mise sur le marché dans l'Etat-membre susvisé.**